

« FICHE CONTRADICTOIRE »

Evaluation de la coopération de l'Union européenne avec la République du Tchad (2008-2014)

Recommandations (2016)	Réponses des services	Follow-up (2018)
<b>Stratégie de coopération</b>		
<p><b>1) Les facteurs de fragilité, les sources de conflit et les analyses socio-économiques à intégrer au cœur de la formulation, de la mise en œuvre et du suivi des stratégies de coopération.</b></p> <p>Soutenir les structures d'études économiques, sociales et politiques tant au niveau national que régional, partager les analyses des causes de conflit à l'interne, les utiliser systématiquement dans les logiques d'intervention des secteurs et sous-secteurs, lier les interventions des différents secteurs: Justice, sécurité alimentaire et nutritionnelle et eau et assainissement, grâce aux analyses approfondies, créer un consortium d'acteurs clé pour le suivi et soutien à la mise en œuvre des dites analyses.</p>	<p>Le passage à l'appui budgétaire (AB) sous forme de contrat de consolidation de l'Etat (SBC), mis en œuvre en 2015 et proposé maintenant sur une base pluriannuelle, est un cadre idéal pour envisager tous ces éléments qui rentrent dans l'analyse et la gestion des risques, périodiquement associées à la mise en œuvre de l'AB. Le lien fait entre les différents secteurs notamment au travers du SBC en préparation (focus sur la gestion des finances publiques et la nutrition) permettra de renforcer les synergies de l'action dans les différents secteurs.</p> <p>L'UE exploitera au maximum les analyses existantes y compris sur les aspects sécuritaires et politiques, qu'elle partagera avec les autres partenaires concernés.</p>	<p>Les programmes et projets financés par le Fonds Européen de Développement pour la période 2014-2020 ont fait l'objet d'études spécifiques en vue d'identifier les actions les plus pertinentes. Cela a été fait suivant une logique d'intégration multisectorielle et en ligne avec les priorités politiques de l'UE.</p> <p>Le programme d'appui budgétaire pour la réforme des politiques du gouvernement en cours de mise en œuvre depuis 2015, applique une approche multisectorielle et implique plusieurs ministères. Cela permet de renforcer les actions financées par les autres programmes de l'UE. Cette approche intégrée est aussi présente au niveau des projets financés dans le cadre du Fonds Fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique au Tchad.</p> <p>Le programme de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) agrège non seulement des objectifs de santé mais aussi d'agriculture et d'hydraulique, de sorte à éliminer les causes de la malnutrition.</p>

« FICHE CONTRADICTOIRE »

**Evaluation de la coopération de l'Union européenne avec la République du Tchad (2008-2014)**

		<p>Le programme de développement intégré des communes du nord du Tchad (COM-NORD) couvre aussi un nombre de secteurs dans ses activités.</p> <p>Les nouveaux programmes de l'UE intègrent également les dimensions promotion de la paix et résolution de conflits entre communautés. C'est le cas du programme d'appui au développement pastoral (PASTOR) et du programme de renforcement de la résilience et de la cohabitation pacifique au Tchad (PRCPT).</p> <p>L'UE fait partie de l'initiative "Alliance pour le Sahel", qui est une plateforme de coordination d'actions portant à la fois sur la sécurité, la stabilisation à court-terme et le développement à moyen et long-terme.</p> <p>Enfin, les futurs programmes de coopération de l'UE au Tchad bénéficieront de l'initiative pilote "nexus" dont l'objectif est de renforcer la coordination et la complémentarité entre des initiatives d'aide humanitaire, de coopération au développement et de promotion de la paix (<a href="http://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-15656-2017-INIT/en/pdf">http://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-15656-2017-INIT/en/pdf</a>).</p>
--	--	--

« FICHE CONTRADICTOIRE »

**Evaluation de la coopération de l'Union européenne avec la République du Tchad (2008-2014)**

<p><b>2) Approfondir la mise en œuvre de l'Approche globale<sup>1</sup>, en établissant de réelles synergies entre les actions en faveur de la paix et de la sécurité et les actions de développement.</b></p> <p>Renforcer le lien entre les actions de développement, le dialogue sectoriel et le dialogue politique, poursuivre le soutien vers une consolidation de l'état de droit, définir une approche spécifique selon les spécificités des régions, inclure systématiquement la prise en compte des questions transversales dans les interventions sectorielles.</p>	<p>Pour mettre en œuvre l'approche globale, l'UE a entrepris au Tchad le déploiement d'interventions dans des secteurs clés au nexus sécurité – développement avec différents instruments: programmes nationaux et supra nationaux FED – y.c. Facilité de Paix, instruments thématiques (société civile, droits de l'homme et démocratie, paix et stabilité), fonds fiduciaire d'urgence, interventions humanitaires et avec des interventions sous différentes modalités d'aide, y compris l'appui budgétaire. L'appui à la consolidation de l'état de droit se poursuit avec des interventions dans le domaine de la justice et en renforcement de capacités des forces de sécurité intérieure.</p> <p>Les programmes préparés au financement du 11ème FED incluent une importante composante de gouvernance et gestion finances publiques (GFP) dans les différents domaines et de dialogue sectoriel. Il est prévu que l'approche droits de l'homme soit appliquée et que les appuis projets et l'appui budgétaire se complètent. Ils sont renforcés par le dialogue politique avec l'exécutif et le parlement.</p> <p>L'exercice planifié de pré-identification</p>	<p>Au niveau de ses projets d'appui à la bonne gouvernance, l'UE finance la mise en œuvre de programmes de renforcement des capacités des Forces de sécurité intérieure (FSI), de la société civile tchadienne et des organes de justice du pays. Des réunions trimestrielles ont lieu au Tchad entre les représentants de l'UE, d'organisations de défense des Droits de l'Homme (DDH) et du Haut-Commissariat des Nations unies pour les Droits de l'Homme (HCDDH).</p> <p>Au niveau régional, les initiatives "G5 Sahel" et "Alliance pour le Sahel" appuyées par l'UE et qui visent une approche intégrée alliant sécurité et développement local, prennent systématiquement en compte les thèmes transversaux de genre, des droits humains et du changement climatique. Cette approche intégrée est basée sur une analyse des besoins des groupes visés.</p> <p>A titre d'exemple, le projet COM-NORD d'appui à des communes du nord du Tchad a prévu une approche spécifique pour ces régions où il y a une quasi-absence d'institutions étatiques. Cette approche comprend l'élaboration de plans de développement communaux et villageois, la réalisation d'infrastructures communautaires de base et la mise en place d'autres services sociaux</p>
---	--	--

<sup>1</sup> Communication conjointe de la CE et de la HR/VP: L'approche globale de l'UE à l'égard des crises et conflits extérieurs. [http://europa.eu/rapid/press-release\\_IP-13-1236\\_fr.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_IP-13-1236_fr.htm).

« FICHE CONTRADICTOIRE »

**Evaluation de la coopération de l'Union européenne avec la République du Tchad (2008-2014)**

	<p>d'interventions possibles au financement du FED dans des zones négligées par les programmes de développement (Nord du Tchad) a été lancé.</p> <p>Une stratégie genre pour le Tchad est en cours de formulation, en ligne avec le plan d'action genre de l'UE.</p>	<p>dont la prévention de la malnutrition.</p> <p>Par ailleurs, un plan d'action genre spécifique au Tchad a été démarré par l'EU et ses Etats Membres en début 2018, en vue de réduire les inégalités genre.</p>
<b>Domaines de coopération</b>		
<p><b>3) Poursuivre les appuis au renforcement de l'Etat de droit et à l'amélioration de la gouvernance des affaires publiques, en mettant l'accent sur une approche intégrée entre les différents secteurs</b> (Justice, forces de sécurité intérieure, gouvernance démocratique et politique et enfin gestion des finances publiques).</p>	<p>L'importance de ces domaines est inscrite au PIN du 11ème FED et a été traduite dans la préparation d'appui correspondants (dont les premiers sont déjà mis en œuvre): société civile, justice, forces de sécurité intérieure, contrat de consolidation de l'Etat basé avec un accent particulier sur la gouvernance et la GFP (2015) et sur la GFP et la nutrition (2016-2018). Le programme d'appui budgétaire pourra accompagner le processus de renforcement des structures fragiles, telles que l'administration tchadienne (aussi bien national que locale). Il est prévu que l'entièreté du secteur "consolidation de l'état de droit" du PIN soit traduite en décisions de financement à la fin 2016. Les appuis sous programmes thématiques complètent les interventions du FED, notamment en élargissant la coopération à d'autres acteurs.</p>	<p>Le nombre de projets de coopération dans le domaine de la gestion de la sécurité intérieure a augmenté avec la mise en place du fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique. La coordination entre les projets a lieu à tous les niveaux (technique, sectoriel et politique) et tous les acteurs sont impliqués, ce qui permet d'augmenter l'impact de l'aide de l'UE.</p> <p>Les projets de l'UE dans le domaine de la sécurité et de la bonne gouvernance visent à consolider l'Etat de droit. Ils sont complémentaires à d'autres projets, et notamment au projet de développement local dans les communes du nord du Tchad (COM-NORD), qui vise à renforcer les services de base dans des zones où les services de l'Etat sont quasi-absents pour améliorer les services rendus aux citoyens.</p>

## « FICHE CONTRADICTOIRE »

### Evaluation de la coopération de l'Union européenne avec la République du Tchad (2008-2014)

<p><b>4) Poursuivre l'appui aux secteurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'accès à l'eau et à l'assainissement, et à la santé avec une approche multisectorielle.</b></p> <p>Poursuivre le soutien dans les domaines avec un renforcement des capacités des administrations nationales et locales, cibler les actions sur une concentration géographique avec des critères de sélection objectifs approuvés par les acteurs clés, utiliser les cadres logiques afin de mesurer les résultats, soutenir le dialogue sectoriel actif, encourager la coordination des multiples acteurs et considérer les approches intégrées des secteurs auprès des acteurs.</p>	<p>Le PIN du 11ème FED consacre 2/3 de ses ressources (soit près de 300 millions EUR) à la sécurité alimentaire et la nutrition, au travers d'une approche multi sectorielle (productions agricoles et maîtrise de l'eau, mobilité rurale, accès à l'eau et assainissement, soins de santé nutritionnelle). Ceci s'est concrétisé dans la préparation pour le financement du FED d'une proposition de 156 millions EUR intervenant i) dans l'ensemble de ces domaines dans 3 zones agréées par les ministères-clés sur la base de l'importance de la malnutrition, et ii) au niveau central avec un important volet d'appui institutionnel pour la gouvernance et la budgétisation. Des mesures de réformes et des indicateurs sectoriels pertinents sont inclus dans le SBC qui devrait être approuvé fin 2026.</p> <p>La coordination multisectorielle et multi-acteurs, le dialogue sectoriel et le suivi des résultats pour mesurer l'efficacité des investissements sont des aspects proéminents de ces programmes. Une proche collaboration avec ECHO a été commencée pour assurer un lien de continuité entre l'aide humanitaire et le développement et la transposition facile entre les deux sources de financement.</p>	<p>L'appui de l'UE pour l'amélioration de la sécurité alimentaire, la santé, l'accès à l'eau et les moyens d'existence en zone rurale se fait à travers du programme de sécurité alimentaire et nutrition (SAN), du programme de développement pastoral (PASTOR) et du projet de développement local dans les communes du nord du Tchad (COM-NORD) suivant une approche multisectorielle pour renforcer l'impact de la coopération de l'UE. L'approche multisectorielle pour renforcer la sécurité alimentaire s'applique aussi à un projet financé par le fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour le développement inclusif (DIZA) qui travaille au niveau des populations de déplacés, réfugiés, retournés et les populations hôtes, pour faciliter l'intégration et la résilience des groupes défavorisés.</p> <p>Dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, l'UE et le gouvernement du Tchad ont mis en place une plateforme de dialogue pour la création à niveau national d'un Schéma directeur de l'Eau, d'un Fonds national de l'Eau et de la stratégie de maintenance des ouvrages hydrauliques.</p> <p>Au niveau de l'UE les services chargés de l'aide humanitaire et de la coopération au développement travaillent de manière rapprochée et coordonnée dans la mise en œuvre du 11è FED, de sorte à assurer un plus grand impact de l'aide de l'UE.</p>
---	---	--

**« FICHE CONTRADICTOIRE »**

**Evaluation de la coopération de l'Union européenne avec la République du Tchad (2008-2014)**

	<p>L'appui aux structures régionales et locales pour la planification et la mise en œuvre des interventions de terrain est une autre caractéristique du programme SAN.</p>	
<p><b>5) Afin d'optimiser le développement économique des territoires ruraux, combiner l'approche simultanée :</b> le soutien aux infrastructures de transport, le renforcement des filets sociaux, l'amélioration des performances des filières et des marchés et l'appui à la préservation des écosystèmes.</p>	<p>Comme indiqué ci-dessus, le soutien aux infrastructures de transport rural est inclus par une approche qui fera également appel aux travaux à haute intensité de main d'œuvre (HIMO) comme filets sociaux productifs. Les transferts sociaux, en tant qu'élément de la protection sociale, sont à un stade préliminaire au Tchad et l'UE se coordonnera étroitement avec d'autres partenaires qui interviendraient dans ce domaine (BM, PAM, UNICEF, etc.) et les actions saisonnières soutenues par ECHO. Un renforcement des filières porteuses et un encadrement des producteurs est prévu. L'appui aux écosystèmes se fera de façon ciblée (appui aux écosystèmes fragiles et au pastoralisme) et transversale (ex. <i>climate-smart agriculture</i>). La réforme interne de la délégation avec le décloisonnement des sections devrait aussi renforcer les approches transversales.</p>	<p>L'ensemble des programmes existants ou en cours d'élaboration s'attachent à la combinaison de différentes composantes (santé, logistique-désenclavement territorial, développement humain, protection de l'environnement, droits humains et sociaux).</p> <p>L'objectif de cette approche est d'améliorer les conditions de vie de la population tout en favorisant la commercialisation de produits agricoles à travers le renforcement de la productivité agricole et de l'accès aux marchés locaux.</p>

« FICHE CONTRADICTOIRE »

**Evaluation de la coopération de l'Union européenne avec la République du Tchad (2008-2014)**

Aspects opérationnels		
<p><b>6) Renforcer, de manière transversale aux différents secteurs et instruments, le développement des capacités individuelles et institutionnelles</b> (Pour les administrations centrales, la société civile et les acteurs locaux).</p>	<p>Chaque programme (dans tous les domaines) inclut un volet de renforcement des capacités aux différents niveaux et l'implication de la société civile. Pour la première fois au Tchad, un programme dédié entièrement à la société civile est également mis en œuvre (12 millions EUR sous le FED)</p>	<p>Tous les projets et programmes mis en œuvre, quel que soit l'instrument de l'UE qui les financent, intègrent une composante de renforcement des capacités à différents niveaux (national, régional et local). Au niveau local, la société civile bénéficie systématiquement d'actions spécifiques pour le renforcement de ses capacités (projets SAN, PASTOR, PRCPT).</p> <p>Par ailleurs, un programme actuellement financé dans le cadre du 11<sup>ème</sup> FED, prévoit d'améliorer le cadre juridique national régissant les relations entre les autorités et la société civile.</p> <p>La feuille de route pour l'engagement de l'UE avec la société civile (ainsi que ses 3 piliers) est un document stratégique important établi par la délégation en concertation avec la société civile et certains Etats membres de l'UE présents au Tchad, ainsi que les Etats Unis et la Suisse.</p>
<p><b>7) Améliorer l'efficacité de la coopération UE avec le Tchad,</b> voici les 10 actions recommandées: poursuivre la réforme de la cellule d'appui à l'ON, soutenir la transformation des comités en instances de dialogue sectoriel, améliorer la visibilité des actions de l'UE, renforcer la</p>	<p>La réforme de l'appui aux services de l'ON se poursuit (avec capitalisation précoce par une mission ROM – <i>Results-Oriented Monitoring</i>) dans l'esprit du renforcement de ses capacités. L'accent est mis sur le dialogue sectoriel au sein des CP et d'autres instances de coordination auxquelles la DUE</p>	<p>L'appui pour la réforme des services de l'ON se poursuit à l'heure actuelle avec l'intégration progressive de la cellule d'appui à l'ON au sein des services du ministère. Une évaluation à mi-parcours du programme a permis de le réorienter pour le rendre encore plus efficace. Une nouvelle convention de financement pour le soutien à l'ON</p>

## « FICHE CONTRADICTOIRE »

### Evaluation de la coopération de l'Union européenne avec la République du Tchad (2008-2014)

<p>cohérence des interventions, s'assurer que la revue à mi-parcours soit réalisée avant l'engagement de l'ensemble des fonds, faire une analyse SWAP du dispositif de partenariat avec ON, valoriser le suivi-évaluation sur le long terme pour mesurer les impacts des interventions, revoir les règles d'engagement du FED pour éviter les interruptions des interventions, modifier la règle de traitement des inéligibles afin de ne pas pénaliser les projets les plus performants.</p>	<p>participe. Le recrutement d'un/e assistant/e au Chef de Coopération avec d'importantes tâches en matière de communication permettra de rehausser la visibilité des actions de l'UE. En ce qui concerne la cohérence des interventions, voir les réponses aux points 1, 2, 3 et 4 ci-dessus. Les besoins du pays ainsi que sa capacité d'absorption ont abouti à un taux d'engagement du PIN très haut déjà en 2016, ce qui n'empêchera pas de mettre à jour l'analyse de la situation avant d'éventuellement augmenter l'enveloppe du PIN. Un accent particulier sera mis dans les projets du 11ème FED sur la mesure des résultats et de l'impact. L'ON et la DUE cherchent dans la mesure du possible à capitaliser sur les expériences des précédents programmes et à faire la formulation des nouveaux projets suffisamment tôt pour éviter des interruptions entre interventions. Dans le cadre de la révision des accords de Cotonou, couvrant dans l'actualité l'ensemble des pays ACP, les règles d'engagement du FED seront aussi révisées. La Délégation de l'UE plaide systématiquement pour que les inéligibles soient recouverts sur les décaissements d'appuis budgétaire, pour éviter de pénaliser les projets.</p>	<p>est programmé dans le PAA 2018.</p> <p>Lors des décaissements du programme d'appui budgétaire, la compensation des inéligibles peut être faite sur ce dernier pour éviter de pénaliser les projets en cours.</p>
---	---	---

« FICHE CONTRADICTOIRE »

**Evaluation de la coopération de l'Union européenne avec la République du Tchad (2008-2014)**

<p>8) Améliorer la coordination, stratégique et opérationnelle, entre l'UE et les autres PTF et appuyer le gouvernement dans son rôle de coordination de l'aide. voici les 5 actions recommandées: améliorer la coordination opérationnelle avec les EM, concrétiser la programmation conjointe, s'engager dans des outils financiers communs avec plusieurs PTF, analyser avec les autres PTF la possibilité de mise en place d'une cellule d'appui aux réformes publiques, accorder une attention particulière à la place croissante de la Chine, dans les relations extérieures du Tchad.</p>	<p>La coordination opérationnelle entre les Etats membres et l'UE est jugée par l'ensemble de ces acteurs comme bonne et sera maintenue. Elle a été particulièrement fructueuse autour de la préparation d'interventions à proposer au financement du fonds fiduciaire de crise de l'UE fenêtré Sahel/Lac Tchad (outil financier commun à l'UE et plusieurs Etats). La programmation conjointe est mise en œuvre dans la mesure permise par les ressources disponibles et les avantages comparatifs des uns et des autres. Les possibilités offertes pour une plus grande coordination et synergie avec les autres PTF sont exploitées, notamment les fonds fiduciaires d'infrastructures/mixage prêt-dons, et la convergence des appuis budgétaires des différents partenaires. La mise en place récente d'un ministère à la réforme de l'Etat devrait offrir des possibilités pour renforcer les synergies entre PTF pour un appui plus global à la réforme de la fonction publique. La place de la Chine dans les relations politiques et économiques du Tchad est reprise dans les analyses périodiques de la DUE.</p>	<p>La coordination de l'action de la DUE au Tchad avec les Etats membres de l'UE et la Suisse est une constante, tant au niveau des chefs de mission qu'au niveau de la coopération. Les initiatives G5 Sahel et Alliance Sahel pourraient même voir se transformer cette coordination en actions conjointes, comme le démontrent les projets COM-NORD et DIZA. Un exercice de révision du document de programmation conjointe est prévu en 2018 de manière à renforcer encore les liens. Les relations avec les PTF sont constantes au sein du comité des partenaires techniques et financiers. Elles se déclinent sur le plan sectoriel, en groupes et sous-groupes qui sont fonction des priorités conjointes des partenaires. A titre d'exemple, un sous-groupe a été créé au sein dudit comité pour traiter de l'élevage (notamment transhumant) afin de mieux coordonner les actions et le dialogue avec le gouvernement.</p> <p>Au niveau des analyses périodiques de l'UE sur les relations politiques et économiques de la Chine au Tchad, il est à noter la volonté de la Chine de renforcer ses relations diplomatiques à travers le financement de bourses d'étude et la formation de fonctionnaires tchadiens en Chine, dans le domaine de la gestion politique.</p>
--	--	---